



Histoire, Idées, Sociétés
Revue d'histoire de l'UQAM

DUMAS, Alexandre, *L'Église et la politique québécoise, de Taschereau à Duplessis*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2019, 337 p.

MAXIME TROTTIER

Citer cet article

TROTTIER, Maxime, Alexandre Dumas, *L'Église et la politique québécoise, de Taschereau à Duplessis*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2019, 337 p.

<https://revuehis.uqam.ca/compte-rendu-2/dumas-alexandre-leglise-et-la-politique-quebecoise-de-taschereau-a-duplessis-montreal-mcgill-queens-university-press-2019-337p/>

DUMAS, Alexandre, *L'Église et la politique québécoise, de Taschereau à Duplessis*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2019, 337 p.

MAXIME TROTTIER

Université du Québec à Montréal

L'ouvrage d'Alexandre Dumas, spécialiste en histoire religieuse au Québec, comporte deux grandes orientations. La première explore dans la moyenne durée (1930-1960) les relations entretenues entre les autorités politiques et religieuses québécoises, qui relèvent du parti-pris et de l'influence exercée par l'Église dans l'arène politique. La seconde vise à remodeler notre compréhension de la période dite de la Grande Noirceur en réexaminant un cliché tenace concernant l'ère duplessiste : celui d'un régime misant sur une étroite collaboration avec le clergé pour diriger la province.

D'entrée de jeu, Dumas soutient « [qu'] une perspective anachronique déforme notre vision de cette période historique » (p.4), où « les historiens échappent difficilement à l'idée bien ancrée dans la mémoire populaire d'une entente tacite entre l'Église et l'Union nationale » (p.7). En fait, Dumas défend la thèse de la continuité du « bon-ententisme » entre pouvoirs religieux et politiques. Selon lui, loin d'être exclusif à Duplessis et à son parti, la pratique des bons rapports et sympathies mutuelles entretenus entre le clergé et l'Union nationale en est une qui s'observe également durant les gouvernements libéraux de Taschereau (1920-1936) et de Godbout (1939-1944).

Divisé en dix chapitres, l'ouvrage se décline selon un ordre chronologique thématique en conjonctures électorales et changements de régime. Il met à contribution une impressionnante somme d'archives et de correspondances, parfois inédites, issues en partie des archevêchés de la province. Après un premier

chapitre de contextualisation générale sur les rapports liant l'État et l'Église du 19^e siècle jusqu'à 1930, – rapports appréhendés essentiellement sous l'angle des antagonismes et dont la controverse associée aux écoles juives marque un jalon – le chapitre 2 évoque rapidement les années 1930-1935 et prolonge, en quelque sorte, la partie introductive de l'ouvrage. Ce n'est qu'avec les chapitres suivants qu'on entre dans le vif du sujet : d'abord, les chapitres 3 et 4 sont consacrés aux élections de 1935, durant lesquelles l'Église fut accusée publiquement de s'ingérer dans le processus électoral. Il s'agit d'une réalité inédite qui, affirme Dumas, a constitué un point tournant dans l'évolution des rapports entre l'Église et l'État. Dès lors, le prosélytisme partisan s'évacue des chaires sans toutefois disparaître totalement du paysage. Ces chapitres, peut-être les plus captivants et solides de l'ouvrage, permettent entre autres de dégager les décalages de discours existant entre le haut et le bas clergé, au même titre que ses sensibilités partisans.

Par la suite, l'auteur revisite les circonstances entourant l'adoption de la Loi du cadenas (chapitre 6) et du droit vote des femmes (chapitre 8) afin de cerner le rôle et les positions adoptées par le clergé sur ces enjeux, rompant ici avec un certain consensus historiographique. En effet, sur les moyens adoptés pour endiguer la propagation du « péril rouge » au sein du milieu ouvrier, l'Église ne partage pas nécessairement l'enthousiasme autoritaire de Duplessis. Pour Dumas, il ne fait aucun doute que la thèse voulant que la Loi du cadenas soit née de l'initiative du clergé, est erronée. Quant au droit de vote des femmes, le chercheur s'écarte là aussi du récit dominant selon lequel le clergé a plié devant la « menace » exercée par Adélard Godbout – celle de démissionner et de voir le ministre anticlérical T.-D. Bouchard diriger le Parti libéral, advenant le refus de l'Église de soutenir cette législation. Les sources s'avèrent insuffisantes pour trancher la question, confesse Dumas. En revanche, ce dernier relève plutôt que les autorités religieuses ont fait preuve de pragmatisme face aux nouvelles réalités sociales du Québec d'alors.

La dernière partie de l'ouvrage (chapitres 9 et 10) est consacrée à la période qui voit le retour de Duplessis aux commandes de la province (1944) jusqu'à sa mort (1959). Outre les campagnes de 1948, de 1952 et de 1956, l'auteur rend compte des

formes variables d'engagement du clergé dans les affaires politiques, et démontre qu'à certaines occasions, Duplessis n'hésite pas à prendre des décisions allant à l'encontre des volontés du clergé, comme en témoigne la création du ministère de la Jeunesse (1946). Autrement dit, l'Église n'a pas accentué son pouvoir d'influence durant l'âge d'or de la période duplessiste. Les nouveaux archevêques de Québec et de Montréal, Mgr Maurice Roy (successeur du cardinal Villeneuve) et le cardinal Léger, se tiennent d'ailleurs en retrait des débats publics. Cela dit, à l'orée de la Révolution tranquille, le chercheur remarque toujours certains cas de prélats cherchant à s'immiscer dans les affaires de la Cité. Ainsi, on constate que la politisation d'une frange de l'appareil ecclésiastique demeure un *modus operandi* transcendant le temps et les partis au pouvoir. Là réside assurément le grand apport de cette étude. Dumas démontre que le clergé demeure traversé par des courants de sympathies politiques diverses, loin de se réduire à un bloc consensuel au service de Duplessis. Le chercheur expose bien le fait que la partisanerie n'est pas l'unique motif qui puisse justifier des interventions publiques rompant parfois avec la ligne officielle de l'Église : certaines voix demeurent guidées par des convictions personnelles, ou alors citoyennes, répondant d'intérêts spécifiques aux collectivités à l'intérieur desquelles les curés gravitent. Indirectement, ce livre soulève donc aussi l'enjeu de l'autonomie détenue par le bas clergé dans ses actions publiques. Enfin, de l'autre côté, si l'Union Nationale a adopté lui aussi des pratiques clientélistes et reproduit une pratique de gouvernance consistant à tenir compte des avis du clergé sur certains enjeux de société; l'auteur soutient que ce parti a cherché plus que les Libéraux à personnaliser cette bonne entente et également instrumentaliser cette entente aux yeux du public.

Ce livre contient donc des pistes de réflexions intéressantes mais son appréciation globale demeure inégale. Cela est dû en partie à certains choix de méthode, par exemple son emploi des correspondances. Relevant généralement de conventions d'usage (salutations, remerciements, demandes de subventions), les lettres échangées entre religieux et politiciens demeurent trop souvent confinées à des dimensions anecdotiques, alors que le phénomène exposé est loin d'être banal, étant donné ses rythmes d'exercices, son volume et les sociabilités localisées dont

elles témoignent. Compte tenu du délicat jeu diplomatique dans lequel ces correspondances s'insèrent et dont leurs signataires ont pleinement conscience, l'usage d'un lot aussi considérable de lettres personnelles et de témoignages aurait dû être accompagné de considérations théoriques sur les codes formels et informels régissant la pratique de la correspondance. Cela aurait permis à l'auteur d'inscrire et d'étoffer sa problématique au sein d'un espace plus large définissant la culture politique de cette période. D'autre part, le fait qu'on retrouve au sein du clergé quelques éléments opposés à Duplessis (ou vice-versa) est-il vraiment suffisant pour déconstruire le « mythe », comme Dumas aime à répéter, selon lequel Duplessis et l'Église ont guidé main dans la main une société québécoise présentée implicitement comme statique ? Disons que le chercheur y apporte un gros bémol, sans toutefois l'abattre.

En outre, si Dumas défend avec vigueur son point, les lecteurs trouveront agaçant de voir ce dernier critiquer continuellement certaines études. Manifestement aiguisé par la polémique, son propos dérive par moments dans le procès d'intentions, laissant transparaître une appréciation sommaire des travaux consacrés sur cette période. D'ailleurs, sur la question des représentations mémorielles traditionnellement admises sur la Grande Noirceur, l'auteur reprend une posture critique déjà entendue sur le sujet. Le ton employé donne toutefois l'impression qu'il part « seul au front », évacuant tout le courant historiographique qui le précède.

Malgré ces réserves, restons honnêtes, cette étude apporte une judicieuse contribution à l'histoire politique québécoise de la première moitié du vingtième siècle. En documentant l'intervention publique et partisane du clergé lors de conjonctures électorales au 20^e siècle, Alexandre Dumas braque notre attention sur une réalité jusqu'ici peu explorée par la recherche savante et contribue à enrichir nos connaissances sur les enjeux souterrains de la vie politique.